

# Crise économique en Europe : Pas d'autre alternative que l'austérité à l'infini ou le socialisme !

## L'accentuation de la crise en Europe

L'**Europe** est à nouveau globalement plongée dans la récession depuis fin 2011. Les prévisions sont revues à la baisse, et la réalité se révèle plus noire que prévu par les idéologues zélés de la bourgeoisie, pressés d'annoncer la sortie de crise (comme la direction de l'INSEE qui annonçait en mars que « la fièvre tombe »<sup>1</sup> : raté !).

**En Grèce**, après un recul de 7% en 2011, le PIB devrait baisser d'environ 5% en 2012. Le taux de chômage officiel grimpe très vite et atteignait en janvier 21,8%.

**En Espagne et en Italie**, la chute de l'activité est très nette et le PIB devrait reculer de près de 2% en 2012. Du coup, la spéculation contre la dette publique redouble dans ces deux pays et les taux d'intérêt s'envolent, alourdissant la charge de la dette à rembourser. Les « marchés » doutent de plus en plus de la capacité de ces deux pays à respecter leurs engagements de réduction du déficit public (5,3% du PIB en 2012 et 3% en 2013 pour l'Espagne ; 4,5% en 2012 et 3% pour l'Italie).

**Au Portugal**, la baisse du PIB est annoncée à 3,4% pour 2012, après un recul de 3,1% en 2011. Et le chômage dépasse désormais 14%.

Pour la première fois depuis les années 1970, le PIB du **Royaume-Uni** s'est contracté deux trimestres de suite (- 0,3% au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 et - 0,2% au 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

Aux **Pays-Bas**, pays célébré pour sa rigueur germanique, le PIB devrait baisser de 0,5% en 2012. L'annonce de mesures d'austérité supplémentaires (pour respecter l'engagement de réduction du déficit public) a fait voler en éclats la coalition au pouvoir (l'extrême droite ôtant son soutien au gouvernement) et de nouvelles élections sont convoquées en septembre. Néanmoins, le gouvernement a obtenu le soutien d'une partie de l'opposition pour son plan de rigueur.

La **France** n'est bien sûr pas épargnée : croissance nulle au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 ; et la tension recommence à monter sur les marchés financiers, où le « spread » – écart entre taux allemand et français – ne cesse de grimper. Il a atteint le 23 avril 1,45 point contre 0,9 point début mars. En attendant, après le second tour de l'élection présidentielle, une attaque en règle pour accélérer le rythme des contre-réformes, que Hollande (vraisemblablement) aura la responsabilité de mener.

## L'agenda des capitalistes pour faire payer la crise aux travailleurs

La dégradation de la situation économique conduit l'ensemble des gouvernements bourgeois (de droite, de gauche ou d'union nationale) à annoncer de **nouvelles mesures d'austérité** : plan de 16 milliards d'économie aux Pays-Bas ; coupes de 7 milliards dans la santé en Espagne (les retraités paieront désormais pour leurs médicaments et les actifs ne seront plus remboursés qu'à hauteur de 40% au lieu de 60% aujourd'hui) ; etc.

Dans sa dernière livraison<sup>2</sup>, le FMI évoque le spectre d'une « autre crise » à venir et insiste sur la nécessité de compléter les mesures d'austérité par des **réformes structurelles** et des « *mesures qui réduisent les dépenses tendanciellées et mettent en place des institutions et des règles budgétaires qui réduisent automatiquement les dépenses et les déficits au fil du temps* ».

C'est exactement la finalité du nouveau traité européen et la Commission européenne vient de publier une note<sup>3</sup> appelant l'ensemble des pays à **flexibiliser leur marché du travail** et à suivre l'exemple de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie. Il s'agit de mettre fin à la « dualité » du marché du travail : il faudrait s'attaquer aux droits des travailleurs « protégés » pour permettre aux plus précaires d'avoir un emploi. On mesure tout le cynisme de la bourgeoisie qui cherche à opposer les travailleurs les uns contre les autres pour mieux liquider les acquis sociaux. Enfin, la Commission recommande aux États de **faire fluctuer le niveau du salaire minimum** en fonction de la conjoncture économique et du secteur économique, en accord avec les « partenaires sociaux ».

<sup>1</sup> Note de conjoncture de l'INSEE de mars 2012,

[http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys\\_conj/archives/0312\\_ve.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/0312_ve.pdf)

<sup>2</sup> « Perspectives de l'économie mondiale », avril 2012,

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2012/01/pdf/textf.pdf>

<sup>3</sup> « Vers une reprise créatrice d'emplois », 18 avril 2012,

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=7619&langId=fr>

## Les illusions keynésiennes

Avec la crise, les marges de manœuvre de la bourgeoisie se sont réduites. Alors que les partis « sociaux-démocrates » ont renoncé, même en parole, aux recettes keynésiennes, le flambeau a été repris par les antilibéraux comme le *Front de gauche* en France<sup>4</sup>.

**Pour les antilibéraux, la crise n'est pas le produit des contradictions du mode de production capitaliste, mais la conséquence d'une mauvaise politique économique.** D'où l'idée qu'on pourrait sortir de la crise avec une bonne politique monétaire et budgétaire :

- **permettre à la Banque centrale de faire fonctionner la planche à billets ?** Comme s'il suffisait de créer de la monnaie pour créer de la richesse. Faute de s'attaquer aux causes de la crise, soit ce surplus de monnaie serait stocké par les banques, soit il alimenterait l'inflation financière (une nouvelle bulle sur les marchés financiers) ou réelle (hausse des prix des marchandises). C'est d'ailleurs ce que reconnaît cyniquement une des idoles des antilibéraux, le prix Nobel Krugman, qui a affirmé : « *L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution (...) Pour restaurer la compétitivité en Europe, il faudrait que, disons d'ici les cinq prochaines années, les salaires baissent, dans les pays européens moins compétitifs, de 20% par rapport à l'Allemagne. Avec un peu d'inflation, cet ajustement est plus facile à réaliser (en laissant filer les prix sans faire grimper les salaires en conséquence)* »<sup>5</sup>. Autrement dit, ce type de politique serait simplement un autre moyen de faire la crise aux travailleurs...

- **augmenter les dépenses sociales et redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs en augmentant les salaires et en menant une réforme fiscale redistributive ?** Cette politique a été mise en place en France en 1981 et on connaît le résultat : deux ans plus tard, Mitterrand prenait le tournant de la « rigueur ». La raison en est simple : faute de s'attaquer au pouvoir des capitalistes sur l'économie, le volontarisme politique doit se soumettre à la logique capitaliste. Le moteur de l'accumulation (et donc de la croissance) est la maximisation du profit, et tout ce qui contribue à réduire les profits conduit à une perte de compétitivité, à une « grève » de l'investissement, aux délocalisations, etc. D'où une politique d'austérité très violente qui a suivi, pour mettre fin à la hausse du déficit commercial et du déficit public.

**Il n'y a pas de sauveur suprême qui pourrait nous sortir de la crise et redistribuer les richesses sans rompre avec le système capitaliste.** Les gouvernements bourgeois ne peuvent que mettre en place la rigueur. Et le capitalisme ne peut sortir de sa crise systémique que par une immense destruction de capital, entraînée par une guerre ou un effondrement économique (faillites en cascade). Le système n'a donc que l'austérité à perpétuité ou la barbarie à nous proposer.

## Notre réponse anticapitaliste à la crise

Notre différence fondamentale avec les antilibéraux ne réside pas tant dans le contenu des mesures d'urgence que nous mettons en avant, que dans les moyens que nous voulons nous donner pour pouvoir les mettre en place. Il faut non seulement exproprier les grandes banques capitalistes pour créer un monopole du crédit, mais il faut aussi que les grands moyens de production passent sous le contrôle des travailleurs, en commençant par l'expropriation des groupes du CAC 40 et la réorganisation radicale de l'économie. C'est la condition pour que la production puisse satisfaire les besoins sociaux et non les intérêts d'une minorité de parasites. C'est pourquoi nous mettons en avant la **nécessité d'une mobilisation de notre classe qui aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir par les travailleurs**. C'est la condition pour en finir avec le capitalisme et engager la construction, par les travailleurs eux-mêmes, du vrai socialisme. Ce n'est pas une utopie abstraite, mais la seule alternative concrète pouvant nous sauver d'une barbarie qui avance à grands pas pour nous mener vers l'abîme.

**Du 17 au 19 mai aura lieu à Francfort un week-end d'action pour dénoncer les politiques d'austérité en Europe.** Nos intérêts sont les mêmes partout en Europe, et nous devons unir nos forces pour bloquer les plans de rigueur, tout en mettant en avant les mesures que devrait prendre un gouvernement des travailleurs : annulation de la dette, appropriation des grands moyens de production par les travailleurs, rupture avec l'UE capitaliste pour aller vers une Europe socialiste.

**Gaston Lefranc**

<sup>4</sup> « *C'est quand même incroyable de voir qu'on passe pour un révolutionnaire quand on est simplement keynésien* » (Mélénchon, *France Info*, 17 octobre 2011)

<sup>5</sup> *Le Monde* du 30 janvier 2012 : [http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/01/30/paul-krugman-l-inflation-n-est-pas-le-probleme-c-est-la-solution\\_1636446\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/01/30/paul-krugman-l-inflation-n-est-pas-le-probleme-c-est-la-solution_1636446_3234.html)